



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 76 – 2 JUIN 2017

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

AFRIQUE DE L'EST :
LA CAE EN FAVEUR
D'UN APE AVEC
L'UE A GEOMETRIE
VARIABLE

TANZANIE -
OUGANDA: ANNONCE
DE LA CONCLUSION DES
TERMES DE L'ACCORD
DE L'OLEODUC ENTRE
LES DEUX PAYS

CONGO-BRAZZAVILLE :
SIGNATURE AVEC LA
CHINE DE CINQ
ACCORDS DE
COOPERATION

L'AGENCE POUR
L'ASSURANCE DU
COMMERCE EN
AFRIQUE (ACA)
OUVRE UNE AGENCE
OUEST-AFRICAINE AU
BENIN

DANONE AUGMENTE
LES CAPACITES DE
PRODUCTION DE FAN
MILK AU GHANA

NIGERIA : REPRISSE DE
L'ACTIVITE PETROLIERE
AU NORD ET VOTE DE
LA PIB

LIBERIA : CELLCOM
DEVIENT ORANGE
LIBERIA

MADAGASCAR : LA
STRATEGIE D'AIR
AUSTRAL POUR AIR
MADAGASCAR
DEVOILEE

BURKINA FASO : LE
PORT DE LOME
DEVANCE CELUI
D'ABIDJAN POUR LES
IMPORTATIONS
BURKINABE



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ **BEAC : le comité de politique monétaire de la Banque des Etats d'Afrique Centrale revoit à la baisse les objectifs de refinancement des Etats membres.**

Une session extraordinaire du comité de politique monétaire de la BEAC a eu lieu le 22 mai afin de déterminer les grandes lignes des prochaines politiques monétaires des Etats membres face à la baisse des réserves de change. Selon le gouverneur de la Banque centrale, quatre des six pays verraient leurs plafonds de refinancement baisser de 10 % et les deux autres de 20 %.

✉ edouard.mien@dgtresor.gouv.fr

▼ **Le digital, levier du *local content* africain**

L'essor du marché des services mobiles en Afrique incite de nombreuses entreprises à créer de nouvelles applications innovantes et adaptées aux attentes des communautés et territoires. Pédagogiques, accessibles et gratuites, les applications pour mobiles se mettent désormais au service du *e-learning* et de la *e-santé* ; des domaines où les avancées technologiques ont un fort impact sociétal. Le digital se présente comme une réponse aux attentes d'une société civile de plus en plus active à travers les NTIC, et comme vecteur du local content africain.

✉ ps.guedj@affectionmutandi.com

▼ **Afrique de l'Est : la CAE en faveur d'un APE avec l'UE à géométrie variable**

Les Présidents ougandais et tanzanien et des représentants des quatre autres pays de la CAE se sont réunis à Dar Es Salaam le 20 mai pour le 18^{ème} sommet de la communauté. Le principal enjeu de ce sommet concernait l'Accord de Partenariat Economique (APE) avec l'UE, à la source de divergences d'approche entre les Etats-membre de l'EAC. Ces derniers envisagent désormais un accord à géométrie variable entre les différents pays – au détriment d'un accord de bloc à bloc - qui serait conditionné à la levée des sanctions de l'UE contre le Burundi. Sur les aspects communautaires, une réforme du mécanisme de financement est également envisagée, de même que l'établissement d'une confédération entre les Etats, qui serait une nouvelle étape d'intégration régionale préalable à la fédération politique.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie - Ouganda: annonce de la conclusion des termes de l'accord de l'oléoduc entre les deux pays**

Un communiqué signé par les Présidents Museveni, pour l'Ouganda, et Magufuli, pour la Tanzanie, le 21 mai, annonce la conclusion après plusieurs mois de négociations, des termes de l'accord relatif à l'oléoduc qui reliera Kabele (Lac Albert) à Tanga (Océan indien). L'accord intergouvernemental devrait être signé avant la fin du mois de mai. Long de 1 403 km, l'oléoduc, qui transportera 200 000 barils/jour, parcourra 1 115 km en Tanzanie. La construction de l'oléoduc, qui devrait coûter environ 3,55 Mds USD, pourrait permettre la création de 6 000 à 10 000 emplois en Tanzanie. La construction devrait durer environ 36 mois.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Volonté éthiopienne d'être partie prenante dans le port de Berbera au Somaliland**

En mars 2016, le port somalilandais de Berbera avait été concédé à l'entreprise émiratie *DP World* pour assurer sa réhabilitation et sa gestion pendant 30 ans. L'Éthiopie, principal client potentiel du port, avait alors fait savoir qu'elle souhaitait être actionnaire dans le cadre d'un investissement tripartite (Somaliland, *DP World* et Éthiopie). Le schéma de « copropriété » a été depuis revu comme suit : l'Éthiopie recevrait 19 % des actions du port de Berbera, contre 46 % pour *DP World* (qui verrait sa participation diminuer) et 35 % pour le Somaliland (participation inchangée). Le port de Berbera constitue en effet une alternative au port de Djibouti pour le transport de marchandises vers l'Est et le Sud-Est de l'Éthiopie, et est actuellement utilisé pour l'aide alimentaire d'urgence.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **L'Afrique de l'Est mise en valeur dans le rapport sur les perspectives économiques de la Banque Africaine de Développement**

L'édition 2017 des Perspectives économiques en Afrique, dont la thématique centrale porte sur l'entrepreneuriat et l'industrialisation, met en valeur la résilience des économies est-africaines, alors que la conjoncture externe est peu porteuse pour les pays africains. Avec 5,3 % de croissance en moyenne en 2016, l'Afrique de l'Est constitue la zone la plus performante du continent ; cette performance correspond à plus du double de la moyenne africaine (2,2 %). Pour 2017, l'institution prévoit une croissance de 5,7 % ; pour certains pays, les prévisions s'avèrent plus optimistes que celles du FMI (8,1 % prévu par la BAD pour l'Éthiopie contre 7,5 % prévu par le FMI, 6,1 % contre 5,3 % pour le Kenya et 7,2 % contre 6,8 % pour la Tanzanie).

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Le FMI met en garde contre la baisse des réserves de change au sein de la CEMAC**

Dans son rapport sur les Perspectives économiques régionales de l'Afrique subsaharienne, le Fonds monétaire international souligne le fait que la hausse des dépenses publiques couplée à une baisse des recettes provoquée notamment par la chute des cours des matières premières a mené à une réduction des réserves de change de la Communauté. Celles-ci seraient ainsi passées de 6 000 Mds FCFA en 2010 à seulement 2 000 Mds FCFA en 2016.

✉ Edouard.mien@dgtresor.gouv.fr

▼ **L'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique (ACA) ouvre une agence ouest-africaine au Bénin**

En marge de la 17^{ème} assemblée générale de l'ACA qui s'est tenue à Nairobi au Kenya, le 11 mai 2017, le conseil d'administration a décidé d'établir son siège ouest-africain au Bénin. Le pays est le premier d'Afrique de l'Ouest à avoir adhéré à l'ACA en 2013. La création du siège pour l'Afrique de l'Ouest s'inscrit dans une stratégie de proximité de l'Agence et ambitionne d'accélérer le rythme des adhésions des pays de la sous-région ouest-africaine. Créée en 2001 avec l'appui financier et technique de la Banque mondiale, l'ACA est un organisme africain qui fournit à ses Etats membres des produits d'assurance contre les risques politiques et les risques liés aux crédits pour le commerce.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Nigéria : léger recul de l'inflation pour le 3^{ème} mois consécutif

D'après le bureau national de la statistique, en avril, l'inflation s'est établie à 17,24 % en glissement annuel contre 17,26 % au mois de mars. Il s'agit du 3^{ème} recul successif de l'IPC en g.a. En revanche, l'indice des prix à la consommation des biens alimentaires a progressé de 19,3 % en g.a. (contre 18,44 % le mois précédent). Ce recul intervient dans un contexte de relative stabilisation du taux de change sur les marchés parallèles autour de 390 NGN/USD (contre 305 NGN/USD sur le marché interbancaire). Concernant le marché des changes, une circulaire de la Banque centrale a récemment clarifié la liste de produits pour lesquels il n'y a pas de restriction d'accès aux changes.

✉ Marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : des financements extérieurs de 3,5 Mds USD attendus en 2017

Selon Ben Akabueze, directeur général du bureau de gestion de la dette, le Nigéria entend emprunter à l'étranger 3,5 Mds USD pour financer son déficit budgétaire pour l'année 2017, estimé à 7,5 Mds USD. Pour rappel, les autorités ont procédé à l'émission de deux Eurobonds en février (1 Md USD) et mars 2017 (500 M USD). En 2017, les autorités prévoient de lever 4 Mds USD sur le marché domestique, d'après le budget adopté la semaine dernière par le Parlement, en attente de validation par l'exécutif. En août 2016, les autorités ont adopté un plan d'endettement à moyen terme prévoyant que 40 % de l'endettement relève de l'étranger contre 16 % actuellement, et veillant à allonger les maturités.

✉ Marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : amélioration de la situation de l'aval pétrolier

La NNPC a annoncé il y a une semaine la réouverture du dépôt de Kano et la réparation du pipeline Kaduna-Kano, qui aura coûté 1,6 Md NGN (5,25 M USD au taux CBN). Cette nouvelle fait suite à la remise en service d'autres infrastructures, comme le pipeline Port-Harcourt-Aba et le dépôt de Mosini (Vanguard, 16.5.2017, Ecofin 19.5.2017). Dans le même temps, la situation du raffinage évolue elle-aussi : 10 millions de barils auraient été raffinés au 1^{er} trimestre 2017, soit 110 000 bpj. Ce qui ne représente encore que 25 % des capacités installées du pays (445 000 bpj), mais déjà presque la moitié du volume de l'année 2016 (24 M).

✉ pierre.decoussy@businessfrance.fr

▼ Ghana : la Chambre de commerce et d'industrie France Ghana (CCIFG) organise un petit déjeuner d'affaires sur le thème « le budget 2017 du gouvernement »

Réalisé avec le cabinet KPMG, l'évènement a permis une revue des prévisions macroéconomiques du pays pour 2017, avec la croissance du PIB à 6,3 % et une inflation en net recul à 10 %. Les quatre piliers du budget ont été présentés : les mesures d'incitation fiscale, avec la suppression de certaines taxes à l'import ; la discipline budgétaire et une réduction du déficit à 6,5 % ; l'investissement pour la croissance avec des programmes de relance agricole et industrielle cumulant plus de 200 M EUR, couplés à une modernisation des infrastructures de transport ; la création d'un million d'emplois. L'évènement a permis de rassembler plusieurs acteurs économiques ghanéens et français, dont les préoccupations se sont portées sur les mesures d'incitation à destination du secteur privé.

✉ delphine.adenot-owusu@ccifranceghana.com

▼ Nigéria : contraction du PIB de 0,52 % au 1^{er} trimestre, sortie de la récession envisagée pour le 3^{ème} trimestre

Au premier trimestre 2017, le PIB nigérian s'est contracté de 0,52 % en g.a., soit le 5^{ème} trimestre consécutif de contraction du PIB. Sur la période, la production pétrolière s'est établie à 1,83 M b/j, en légère progression par rapport au trimestre précédent. Le secteur pétrolier s'est contracté de 11,64 % en g.a., et a contribué à hauteur de 8,9 % au PIB. Le secteur non pétrolier a quant à lui cru de 0,72 % en g.a., porté notamment par le secteur agricole (21,4 % du PIB). En revanche, le commerce a décliné de 3,08 % et représente 1/5^{ème} du PIB. Le gouverneur de la Banque centrale envisage une sortie de la récession au 3^{ème} trimestre 2017. Pour rappel, le FMI table sur une croissance de 0,8 % en 2017.

✉ Marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : la Banque centrale maintient sa politique monétaire inchangée

Le Comité de politique monétaire des 22 et 23 mai a décidé de maintenir : i) le taux directeur à 14%; ii) les réserves obligatoires des banques à 22,5 % ; iii) le ratio de liquidité à 30 % ; iv) le corridor autour du taux directeur de +200/-500 pbb. Pour rappel, la CBN maintient inchangée sa politique monétaire depuis juillet 2016 : la CBN avait alors augmenté son taux directeur de 200 points de base à 14 %. Cette décision intervient alors que le pays enregistre son troisième mois consécutif de baisse de l'inflation (17,24 % contre 17,26 % en mars), dans un contexte de relative stabilisation du taux de change sur les marchés parallèles autour de 390 NGN/USD. Les réserves se maintiennent au-dessus de la barre des 30 Mds USD depuis début mars.

✉ Marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : progression des flux de capitaux entrants au 1^{er} trimestre 2017

Les flux de capitaux entrants au T1 2017 sont estimés à 908,3 M USD, en progression de 27,8 % en g.a., (mais 40 % inférieur au T4 2016). Les investissements de portefeuille (313,6 M USD) constituent 34,5 % des flux entrants, en progression de 15,7 % en g.a., composés à près de 32,5 % d'investissements en *equity* et le reste d'instruments monétaires. Les IDE (211,4 M USD) représentent 23,3 % des flux de capitaux entrants, en progression de 21,2 % en g.a., il s'agit de la composante la plus faible depuis 2013. Les principaux investisseurs étrangers sont le Royaume-Uni à 33,3 %, suivi des Etats-Unis à 23,7 % des flux entrants. Les flux en provenance de France se sont élevés à 9,75 M USD au T1 2017.

✉ Marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ Budget nigérian : toujours à l'étude auprès du Président par intérim

Le Vice-président du Nigéria et Président par intérim, Yemi Osinbajo, a reçu le 12 mai pour signature le budget 2017 qui s'élèverait à 24,4 Mds USD. Le Vice-président avait écrit le 23 mai au Parlement pour requérir l'inscription de deux emprunts supplémentaires d'1,28 Md USD et de 9 M EUR au Plan d'emprunt extérieur 2016-2018. Par ailleurs, la Banque centrale nigériane a alerté sur le rythme d'emprunt du gouvernement fédéral, qui aurait dépassé l'objectif fixé pour l'année fiscale 2017. Autre décision concernant le budget, la ministre des Finances, Kemi Adeosun, a approuvé l'augmentation du taux d'intérêt sur les impôts impayés de 5 % pour l'année fiscale 2017, dans l'objectif de dissuader les fraudes.

✉ Julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : le comité de politique monétaire abaisse le taux directeur à 22,5 %**

Le comité de politique monétaire a pour la troisième fois consécutive abaissé le taux directeur de 100 pdb à 22,5 %, soit la plus importante baisse en 10 ans. La diminution continue de l'inflation (12,8 % en mars 2017 contre 19,2 % en mars 2016) est l'un des facteurs qui a permis cette forte réduction, de même que la stabilisation de la monnaie. Néanmoins, la plupart des banques ne devraient pas réduire les taux d'intérêts sur les crédits, à 33 % en moyenne actuellement, non sans impact sur l'environnement des affaires ghanéen.

✉ Caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : l'agence de notation Fitch revoit la perspective de négative à stable**

Bien que les ratios d'endettement du Ghana (73 % du PIB fin 2016) soient supérieurs aux ratios médians correspondant à la note B (56 %), les progrès effectués afin de stabiliser l'économie (diminution continue de l'inflation, stabilisation de la monnaie, augmentation des réserves, diminution du taux directeur, mise en place du *Public Financial Act*) ont conduit Fitch à maintenir la note B en relevant la perspective de négative à stable. Néanmoins, l'agence tempère les projections du gouvernement concernant la réduction du déficit budgétaire à 7,5 % du PIB contre un objectif de 6,5 % à la fin 2017, ainsi que les estimations de revenus compte-tenu des suppressions de taxes mises en place afin de favoriser le secteur privé.

✉ Caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Libéria : le gouvernement soumet son budget pour l'année 2017-2018**

Le gouvernement exécutif libérien a soumis lundi 22 mai au Parlement le projet de budget pour l'année fiscale 2017-2018. Avec un montant de 526,6 M USD, le budget proposé enregistre une contraction de 12,3 % par rapport au précédent, qui s'élevait à 600,2 M USD et sera financé à près de 75 % par des revenus fiscaux (396 M USD). Les autorités entendent emprunter à l'étranger 37,9 M USD. Concernant les pôles de dépenses, 19,8 M USD sont alloués à l'organisation des élections présidentielles et législatives d'octobre 2017, 61 M USD sont réservés pour le service de la dette et 296 M USD sont provisionnés pour le paiement des salaires (56 % du budget) notamment.

✉ Julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : FMI, prévision de croissance revue à la baisse pour 2016/17**

Lors de la présentation des conclusions au titre de la revue d'article IV, le FMI a révisé à la baisse sa prévision de croissance ougandaise pour l'exercice 2016/17 à 3,5 %, contre 5 % auparavant. Cette révision est liée à une baisse de la productivité agricole en raison de la sécheresse dont souffre l'Afrique de l'Est. Le FMI recommande en outre d'investir davantage dans les prestations sociales afin de stimuler le revenu par habitant, qui a connu une croissance nulle en 2016, et de poursuivre la construction et l'amélioration des infrastructures de transport. Le FMI prévoit une croissance aux alentours de 5 % en 2017/18 et entre 6 et 6,5 % d'ici 2020.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : la dette publique brute dépasse les 4 trillions de shillings kényans

D'après la revue trimestrielle du budget par le *National Treasury*, la dette publique kényane représente 52,6 % du PIB à fin mars 2017, soit 4 046,3 Mds KES (39,4 Mds USD). Du fait d'un recours accru à l'endettement externe, la dette externe représente désormais plus de la moitié de la dette publique totale (51,9 % du total, contre 49,5 % du total fin décembre 2016). Les recettes fiscales enregistrées au cours des neuf premiers de l'année s'établissent à 984,6 Mds KES (12,8 % du PIB) et les dépenses à 1 492 Mds KES (19,4 % du PIB), soit respectivement 93 % et 97 % des cibles retenues dans le budget. Le déficit public devrait atteindre 9 % du PIB sur l'ensemble de l'année 2016/17.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : maintien du taux directeur de la Banque centrale à 10 %

Le comité de politique monétaire a maintenu inchangé le taux directeur de la Banque centrale, à 10 %, et ce en dépit de la récente hausse de l'inflation. L'inflation annuelle a en effet atteint en avril 11,5 %, au-delà de la limite supérieure de la zone de confort de la Banque (7,5 %). Cependant, l'inflation hors alimentaire et carburants demeure inférieure à 5 %, suggérant que cette dernière n'est pas alimentée par des tensions sur le marché monétaire. Par ailleurs, sur le volet externe, les réserves ont atteint le niveau, jugé confortable, de 5,4 mois d'importations.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : sensible remontée du taux de l'inflation en avril

Selon *Statistics Mauritius*, l'inflation à Maurice, mesurée par le glissement annuel de l'indice des prix à la consommation, a atteint 2,9 % en avril 2017 après 1,2 % en mars. L'inflation alimentaire, très volatile, expliquerait à elle seule plus de 80 % de la hausse du taux d'inflation entre mars et avril. La Banque de Maurice maintient pour l'année 2017 un taux d'inflation qui devrait s'établir autour de 2 %.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : chute des exportations de produits manufacturés sur un an

Selon les dernières statistiques de la Banque centrale, les exportations de produits manufacturés ont connu une forte baisse sur les douze derniers mois à fin mars 2017, passant en valeur de 1,4 Mds USD à 879,7 M USD, soit le niveau le plus bas enregistré sur les six dernières années. Selon les professionnels du secteur, notamment la *Tanzania Exporters Association* (Tanexa) et la *Confederation of Tanzania Industry* (CTI), cette situation découle de la combinaison du manque de liquidités des banques commerciales et de l'augmentation des prêts non performants dans leur portefeuille, deux facteurs qui se sont soldés par des taux d'emprunts élevés pour les entreprises manufacturières notamment, ce qui a nui à leur compétitivité.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : la BAfD prévoit un taux de croissance de 8,4 % en 2017**

Dans son édition 2017 des Perspectives économiques africaines, la Banque africaine de développement (BAfD) prévoit une reprise de l'activité économique du Burkina Faso avec un taux de croissance prévu à 8,4 % en 2017 contre 5,4 % en 2016. Cette croissance serait poussée par le secteur minier et par le programme d'investissements publics du Plan de développement économique et social (PNDES 2016-2020) dont les priorités sont l'énergie, les aménagements hydro-agricoles, les infrastructures routières et les télécommunications. Le maintien des cours mondiaux d'exportation de l'or et du coton renforce ces bonnes perspectives. Par ailleurs, l'inflation ne devrait pas dépasser 2,1 %.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cap-Vert : le taux d'endettement public le plus élevé d'Afrique subsaharienne atteint 128,6 %**

La dette publique du Cap-Vert est passée de 2,02 Mds USD (127,8 % du PIB) en 2015 à 2,12 Mds USD (128,6 % du PIB) en 2016 selon les données du ministère des finances. La dette extérieure atteint 1,59 Md USD (96,5 % du PIB) et se compose d'une dette multilatérale (46,9 %), bilatérale (22,6 %) et commerciale (30,5 %). La dette intérieure atteint 0,53 Md USD (32 % du PIB) dont 96,6 % d'obligations du Trésor. Le gouvernement capverdien s'est engagé à réduire ce taux à travers une rationalisation accrue dans la sélection des investissements publics.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : relative stabilité du commerce extérieur 2016 par rapport à 2015**

En 2016, les importations du Togo s'établissaient à 1,55 M EUR, un niveau quasiment équivalent à l'année précédent (1,56 M EUR). Les exportations augmentent légèrement, à 646 M EUR, contre 640 M EUR en 2015 (+1 %). Le déficit de la balance commerciale décroît ainsi légèrement à 904 M EUR (-1,7 %). Les principales recettes d'exportations sont en baisse, notamment les phosphates (73,4 M EUR, - 18,7 %) et le coton (46,1 M EUR, -19,0 %). Les productions de la zone franche continuent leur progression, avec notamment 85 M EUR d'exportations de matières plastiques transformées, 101,1 M EUR de produits agroalimentaires et 42,1 M EUR de produits cosmétiques.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ **Nigéria : le président par intérim signe trois décrets visant à stimuler l'économie**

Yemi Osinbajo, président par intérim, a signé trois décrets destinés à stimuler l'économie et améliorer les pratiques en matière de gouvernance : (i) promotion d'une plus grande transparence et efficacité dans le domaine des affaires (clarifications apportées sur l'obtention des visas d'affaires, opérations dans les ports, enregistrement des entreprises, etc.); (ii) soutien à l'introduction de contenus locaux dans les marchés publics (préférences accordées par les ministères, départements et agences d'Etat, aux producteurs locaux à hauteur de 40 % des produits acquis pour une liste de huit biens et services); et enfin (iii) soumission dans les temps des prévisions budgétaires des organismes publics.

✉ Marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso: création de la Caisse des dépôts et consignations du Burkina Faso (CDC-BF)**

L'assemblée nationale du Burkina Faso a adopté mardi 9 mai 2017 un projet de loi relatif à la création d'un établissement public à statut spécial dénommé Caisse des dépôts et consignations du Burkina Faso. L'accès aux financements constituant une des principales contraintes à la réalisation d'investissements publics et privés dans le pays, cet établissement a vocation à répondre à cette insuffisance en mobilisant les dépôts à long terme de l'Etat et les consignations de diverses administrations afin de financer le développement du Burkina Faso. La CDC-BF financera ainsi des investissements structurant dans les domaines jugés stratégiques par l'Etat qui constituent des leviers de développement.

✉ gildas.louvel@twobirds.com

▼ **Cameroun : 19^{ème} pays d'Afrique le plus attractif pour les investisseurs étrangers**

Selon un rapport publié par le cabinet d'audit Ernst & Young, le Cameroun arrive à la 19^{ème} place des pays les plus attractifs du continent africain pour les investissements pour l'année 2017, ce qui en fait le plus attractif d'Afrique centrale. Ce score correspond à un gain de trois places par rapport à l'année précédente. Le premier pays d'Afrique est le Maroc, suivi par le Kenya et l'Afrique du Sud ex-aequo.

✉ Edouard.mien@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : incertitudes sur les sanctions commerciales américaines**

Le vice-gouverneur de la Banque centrale soudanaise a confirmé récemment que la levée temporaire des sanctions commerciales américaines contre le Soudan, le 17 janvier dernier, pour six mois, n'a pas eu d'effet significatif, en particulier pour un réengagement des banques. L'ambassadeur américain à Khartoum a également confirmé que les entreprises restaient réticentes à travailler au Soudan avant une levée définitive des sanctions, et a indiqué ne pas savoir quelle sera la décision de son pays à ce sujet.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : limogeage du ministre de l’Energie et des Mines**

Le Président tanzanien John Magufuli a limogé son ministre de l’Energie et des Mines, Sospeter Muhongo, et dissout l’agence d’audit du secteur des mines (TMAA). Ces décisions sont intervenues sur la base du rapport d’une des commissions spéciales mises en place par John Magufuli en mars 2017 pour enquêter sur le niveau de concentration en métal des minerais de 277 containers consignés au port de Dar es Salaam. Les conclusions du rapport révéleraient par exemple pour l’or une concentration de 28kg/t en moyenne, comparée à 4kg déclarés. La société *Acacia Mining*, détenue notamment par *Barrick Gold*, au cœur de cette enquête demande la mise en place d’un comité indépendant. 3 600 containers de minerais sont expédiés de Dar es Salam chaque année.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cote d’Ivoire : adoption de deux ordonnances dans le cadre de l’amélioration de l’environnement des affaires**

Le Conseil des Ministre a adopté mercredi 17 mai 2017 deux ordonnances afin de capter d’avantage d’investisseurs et de consolider ainsi la croissance économique du pays. La première ordonnance modifiant l’article 6 de la précédente ordonnance du 10 février 2016 renforce les droits des créanciers en leur garantissant la pleine transparence ainsi que le bon déroulement des procédures collectives d’apurement du passif. La seconde ordonnance adoptée en vue d’améliorer la qualité des procédures judiciaires modifie l’article 2 de la loi du 30 décembre 2015 en rehaussant à 3.500.000 Francs CFA le seuil en dessous duquel s’appliquent les procédures spéciales de règlement des petits litiges.

✉ gildas.louvel@twobirds.com

▼ **Sénégal : l’investissement privé s’est élevé en 2016 à 2,54 Mds EUR, dont 87 % réalisés par des opérateurs nationaux**

L’investissement privé, mesuré par la formation brute de capital fixe, a atteint 2,54 Mds EUR en 2016, soit une hausse de 5,6 % par rapport à 2015. Les principaux secteurs bénéficiaires sont le BTP, les télécommunications, l’énergie et l’agro-industrie. L’investissement privé est composé à 13 % d’investissements directs étrangers et à 87 % d’investissements domestiques nationaux.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Nigéria : signatures officielles des projets de gazoduc et d'engrais avec le Maroc

Abuja et Rabat ont signé lundi 15 mai dernier au Maroc deux projets de coopération. Le premier (estimé à 25 Mds USD) porte sur la construction d'un gazoduc régional de 5 000 km entre les deux pays qui prolongera le *West African Gas pipeline* qui relie depuis 2010 le Nigéria au Ghana via le Bénin et le Togo. Le pipeline sera cofinancé par le fonds souverain du Maroc, Ithmar Capital et celui du Nigéria, *Sovereign Investment Authority*. Le second accord vise à améliorer la production d'engrais du Nigéria (capacité de production à 1 M t dès 2018) et renforcer les canaux de distribution. Pour rappel, ces deux projets ont été approuvés à l'issue d'une rencontre entre les dirigeants des deux pays en décembre 2016.

✉ Fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : signature avec la Chine de cinq accords de coopération

Le vice-ministre chinois du Commerce, qui a séjourné du 20 au 22 mai à Brazzaville, a signé cinq accords avec les ministres congolais de l'Aménagement du territoire, des Finances, de la Santé, des Transports et des Zones économiques spéciales. Outre un don de 14,5 M USD dont une partie servira à la construction du Centre de maintenance aéronautique de Brazzaville, ces accords ont notamment porté sur une aide financière de 700 000 USD pour aider le Congo à lutter contre la variole du singe déclarée en mars dans la Likouala. Le vice-ministre chinois a également assisté, le 22 mai, à la pose de la première pierre du siège du Parlement congolais : un don de la Chine. Le coût global des travaux est de 34 Mds FCFA (52 M EUR) pour une durée de 40 mois.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : attribution de marchés pour la construction et la rénovation de routes d'une valeur de 753 M USD

The Ethiopian Roads Authority (ERA) a attribué des marchés pour la construction et la rénovation de 1 007 km de routes pour un total de 753 M USD (17,4 Mds ETB). L'accord a été conclu entre l'ERA et 13 sociétés locales et 5 étrangères. Les projets seront achevés d'ici 2 à 4 ans. ERA a alloué un total de 1,9 Md USD (43,4 Mds ETB) pour la construction et la rénovation de routes pour l'année fiscale 2016/2017 et les marchés octroyés depuis le début de cette période représentent 2 749 km de routes.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : 5,6 M USD de la BAfD pour l'eau et l'assainissement

La Banque Africaine de Développement (BAfD) et le gouvernement éthiopien ont signé jeudi 25 mai des accords de prêt et de subvention de 5,6 M USD qui viennent compléter le financement initial de 91 M USD du programme *One Water, Sanitation and Hygiene*. Ce programme débuté en septembre 2014 vise à améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement de 3 millions de bénéficiaires, et ainsi accroître les moyens de subsistance ainsi que la résilience au changement climatique des populations affectées.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : restructuration de la dette ougandaise liée au projet de Bujagali**

Le gouvernement Ougandais a confié à la BAfD et à la SFI la mission de restructurer les dettes contractées par l'Ouganda à l'occasion de la construction de la centrale hydroélectrique de Bujagali. Cette centrale, dont le coût de construction s'élève à 902 M USD, est opérationnelle depuis 2012. Pour financer ce projet, l'Etat Ougandais s'était endetté auprès de différents bailleurs, dont l'agence néerlandaise de financement du développement (FMO), la SFI et Proparco. Le gouvernement ougandais espère que ce refinancement permettra de faire baisser le coût de l'énergie électrique qui s'élève aujourd'hui en moyenne à 0,29 USD le KWh.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ **Comores : l'Agence nationale pour la Promotion des investissements soutenue par la BAfD**

Une mission de la Banque Africaine de Développement (BAfD) a séjourné aux Comores du 8 au 13 mai en vue de préparer un projet d'appui à l'Agence nationale pour la Promotion des investissements (ANPI). Créée en 2009, l'ANPI a pour principale mission de promouvoir les investissements dans les filières porteuses. D'un montant total d'un million de dollars, la subvention accordée par la BAD doit permettre d'attirer les investisseurs, notamment étrangers, sur les secteurs cibles du tourisme, de l'agriculture et de la pêche. L'appui intégrera également des aspects de renforcement organisationnel, avec des actions de formation du personnel de l'ANPI.

✉ dalseccol@afd.fr

▼ **Madagascar : projet de promotion de la « banque à distance » financé par l'AFD**

Le lancement du projet de promotion de la « banque à distance » a été effectué à Antananarivo le 10 mai. Ce dernier sera mis en œuvre par la Coordination nationale pour l'inclusion financière. Financé par une subvention de 2 M EUR de l'AFD, ce projet vise à : (i) accroître l'accès aux services financiers offerts par les institutions de microfinance malgaches en zone rurale en utilisant la banque à distance ou *Mobile Banking* ; et à (ii) réduire les coûts de transaction pour les clients de la microfinance en zone rurale grâce au *Mobile Banking*. Selon une étude du *FinMark Trust* réalisée en 2016, 17 % de la population malgache (près de 4 millions de personnes) utilise un service de *Mobile Banking*.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : une ligne de crédit de plus de 450 M EUR accordée par l'Inde**

A l'occasion de sa récente visite officielle à New Delhi, le Premier Ministre mauricien, Pravind Jugnauth, a reçu confirmation de la part de son homologue indien, Narendra Modi, de la mise en place d'une ligne de crédits d'un montant de 18 Mds de roupies, soit environ 460 M EUR. Cette facilité, remboursable sur 13 ans, après une période de grâce de 7 ans pour le principal et de 4 ans pour les intérêts, serait destinée à financer des projets devant être annoncés dans le budget 2017/2018 (présentation prévue le 8 juin). L'Inde et Maurice ont entamé des négociations en vue de conclure un accord bilatéral de coopération et de partenariat (CEPCA) d'ici la fin 2017.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : bientôt la mise en place de trois organes pour la gestion de la politique d'aménagement du territoire**

Le Conseil des ministres du 24 mai a approuvé les projets de décret portant création, fonctionnement, organisation et composition de 3 organes chargés de la mise en œuvre de la politique d'aménagement du territoire. Il s'agit du Conseil national, du Comité interministériel ainsi que des Commissions départementales et/ou municipales d'aménagement et de développement du territoire, lesquelles associeront la société civile et les forces vives. La mise en place de ces structures est prévue dans "la Loi n°43-2014 du 10 octobre 2014 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire".

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : 100 Mds FCFA mobilisés pour la réhabilitation et l'amélioration des capacités du Barrage de Lagdo (région du Nord)**

Le ministre de l'Eau et de l'énergie, Basile Atangana Kouna, a déclaré le lundi 29 Mai avoir demandé de « réaliser une étude de réhabilitation complète de la Centrale, avec pour option de faire passer sa capacité de 72MW à 80MW ». La demande d'énergie dans la région du Nord est en effet en constante augmentation et le Barrage de Lagdo ne fournit plus assez d'électricité pour répondre aux besoins de la population. Le coût d'une telle opération serait d'environ 100 Mds de FCFA et des négociations sont en cours avec la banque chinoise LCBC pour la financer.

✉ Edouard.mien@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso: la BID octroie un financement de 450 M USD sur 3 ans**

Suite à un accord signé le 14 mai dernier à Djeddah, la Banque islamique de développement (BID) a octroyé un prêt de 450 M USD sur trois ans à l'Etat burkinabè, à raison de 150 M USD par an. Cet accord confirme les engagements pris par la BID lors de la Conférence des partenaires du Burkina Faso pour le financement du Plan national de développement économique et social (PNDES 2016-2020) tenue à Paris en décembre 2016.

✉ xavier.toolo@diplomatie.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : projets économiques du Qatar**

Le Président Roch Kaboré a effectué une visite officielle au Qatar le 16 mai 2017. L'émir du Qatar a réitéré le soutien de l'émirat à la construction de l'autoroute Ouagadougou-Yamoussoukro ainsi que de la Cité de l'Amitié Burkina-Qatar (1 282 logements à Bassinko, 15 kms au nord de la capitale). La construction prochaine d'un centre de radiothérapie pour le traitement du cancer à Ouagadougou a également été évoquée. Pour rappel, le Qatar avait donné, en 2014, son accord pour un financement de 1,8 Mds EUR pour la construction de ces ouvrages. Par ailleurs, Qatar Airways a annoncé l'envoi d'une équipe technique au Burkina Faso afin d'étudier la possibilité de l'ouverture d'une liaison aérienne avec Ouagadougou via Abidjan.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Bénin : le Parlement ratifie deux prêts de la Banque mondiale et de la BEI**

Les députés ont autorisé le 12 mai le Gouvernement à signer deux accords de prêt au profit des secteurs eau et assainissement. Le premier porte sur un accord de financement de 68 M USD signé le 20 janvier 2017 avec la Banque mondiale (AID), dans le cadre du Projet d'approvisionnement en eau potable en milieu rural et d'assainissement des eaux usées en milieu urbain. Le second, d'un montant de 30 MEUR, porte sur la réalisation de la 3^e phase du Projet eau et assainissement à Cotonou signé le 8 décembre 2016 entre la République du Bénin et la BEI.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gambie : Afreximbank contribue à la relance de l'économie avec 500 M USD**

La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) octroie 500 M USD à l'économie gambienne pour financer la reprise dans les secteurs du tourisme, des infrastructures et de l'agriculture, avec en priorité, le développement d'un système de transport logistique intégré qui mènerait à l'extension du port maritime de Banjul. Ce financement intervient à la veille des 100 premiers jours du nouveau président élu, Adama Barrow, dans un environnement économique marqué par un niveau d'endettement qui atteint 118 % du PIB (1 Mds EUR) et un déficit budgétaire de 11 % du PIB.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : la Banque islamique de développement (BID) octroie 65 M EUR**

Le ministre de l'Economie et des Finances, Dr Boubou Cissé, a participé aux 42^{ème} assemblées annuelles de la BID qui se sont déroulées du 14 au 18 mai 2017. En marge des travaux, le Ministre a procédé à la signature des deux accords de prêts d'un montant global de 65 M EUR, l'un en faveur du programme de développement du pastoralisme dans le Sahel (29,4 M EUR) et l'autre pour aider la société Energie du Mali à l'achat d'hydrocarbures (prêt de la société internationale islamique de financement du commerce, filiale de la BID, d'un montant de 35,7 M EUR).

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : vers la création d'un marché monétaire islamique**

Les autorités mauritaniennes soutiennent un projet de création d'un marché monétaire islamique avec pour objectifs de renforcer la performance du marché monétaire et développer la finance islamique. La première phase du projet portera sur l'émission de bons islamiques du Trésor public, après l'autorisation de plusieurs banques islamiques et la possibilité laissée aux autres banques d'intégrer graduellement ce type de transactions.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : ratification d'un projet d'électrification rurale financé par la BAfD et d'un projet de construction de la dorsale du réseau de fibre optique**

Le Conseil des ministres a ratifié un accord de prêt d'un montant d'environ 18,3 M EUR avec la Banque africaine de développement (BAfD) pour financer le projet d'électrification périurbaine et urbaine au Niger (PEPERN). Ce projet vise d'ici 2025 l'accès universel à l'électricité des populations dans les huit régions du Niger. Un autre prêt de 22,9 M EUR pour le financement du projet de la dorsale transsaharienne à fibre optique a également été ratifié. Sous financement du Fonds africain du développement (FAD), ce projet transsaharien vise à interconnecter l'Algérie, le Niger, le Nigeria, le Mali et le Tchad.

📧 lebaronc@afd.fr

▼ **Sénégal : la Banque mondiale finance l'amélioration de la mobilité urbaine dans la région de Dakar pour 208,5 M EUR**

La Banque mondiale a octroyé 208,5 M EUR pour le projet de bus rapides sur voie réservée à Dakar (BRT-Bus Rapid Transit) avec pour objectif de faciliter la mobilité urbaine entre Dakar et le département de Guédjewe (18,3 kms). Ce projet de BRT, qui prévoit la construction de trois terminaux de passagers et de 20 stations, la fourniture d'une flotte de bus et un Système de transport intelligent (STI) sera géré dans le cadre d'un partenariat public-privé, par un opérateur sélectionné par le Conseil exécutif des transports urbains de Dakar (CETUD).

📧 kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : lancement du fichier unifié des données des 130 000 fonctionnaires de l'Etat**

Dans le cadre de sa politique de dématérialisation des procédures administratives, le Gouvernement a lancé le projet du fichier unifié des données du personnel de l'Etat (FUDPE) mis en œuvre par l'Agence de l'informatique de l'État (ADIE). Ce projet permettra d'avoir accès en temps réel à des données du personnel fiables, harmonisées et partagées entre les différentes administrations. Il vise aussi une meilleure gestion des ressources humaines et une maîtrise de la masse salariale prévue à 586 Mds FCFA par la loi des finances 2017. Fin 2012, l'État avait procédé à l'audit physique et biométrique de son personnel afin de lutter contre les nombreuses irrégularités constatées.

📧 kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Danone augmente les capacités de production de Fan Milk au Ghana

Après le lancement du nouveau produit Fanmaxx de la marque Fan Milk, Danone, actionnaire majoritaire en partenariat avec le groupe Abraaj, a annoncé un investissement de 25 M USD dans l'usine ghanéenne de la marque afin d'ajouter trois lignes de production. Illustration de l'engagement local de Danone et de la volonté du groupe de développer la marque en Afrique de l'ouest, ces nouvelles lignes de production permettront la création de 200 emplois.

✉ Caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : campagne cotonnière 2017-2018

Les prix de la campagne cotonnière 2017-2018 ont été arrêtés le 15 mai : le prix coton graine 1^{er} choix a été fixé à 260 FCFA/kg, celui du 2^{ème} choix à 210 FCFA/kg pour les producteurs. Ces prix sont augmentés de 10F/kg pour les égreneurs. Les engrais maïs et Npk coton+Urée seront respectivement cédés à 230 F/kg et à 240 F/kg. Les prix des herbicides et insecticides ont été harmonisés. Les producteurs ont pris l'engagement de porter la production à 500 000 tonnes alors que la campagne cotonnière 2016-2017 a affiché un bilan record de 453 012,6 tonnes.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ General Electric assemblera des turbines à gaz au Nigéria dès 2018

Selon l'agence Reuters, General Electric (GE) prévoit de lancer une usine d'assemblage de turbines à gaz au Nigéria en 2018. Le Groupe aurait investi plus de 100 M USD dans certaines centrales électriques locales pour répondre à la demande croissante de centrales alimentées au gaz. D'après des sources officielles, la demande de gaz au Nigéria devrait atteindre 85 M de m³ par jour d'ici 2017 contre 34 M de m³ par jour en 2015, un volume dix fois supérieur à celui d'il y a huit ans (8,5 M de m³). Membre de l'OPEP, le Nigéria, possède la neuvième plus grande réserve de gaz au monde (5,3 Bn de m³).

✉ Fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ L'Etat ghanéen détient 1,6 Md GHC (332 M EUR) de dettes dans ECG

L'opérateur public de distribution d'électricité ECG a indiqué que l'Etat ghanéen détient toujours 1,6 Md GHS de dette (332 M EUR), résultant principalement de factures impayées des ministères et assemblées municipales (129 M EUR) ainsi que de la société publique *Ghana Water Company Limited* (67 M EUR). Le recouvrement de ces impayés est une des conditions de réalisation du plan *Ghana Power Compact* décidé en août 2014 par l'agence de développement américaine *Millennium Challenge Corporation*, prévoyant le décaissement total des 498 M USD sur 5 ans afin de soutenir la transformation du secteur énergétique ghanéen, en stimulant l'investissement privé, dont fait partie le projet de mise en concession de l'opérateur ECG.

✉ Caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : la production de gaz du champ de TEN devrait démarrer mi-2017**

L'opérateur du champ pétrolier et gazier de TEN Tullow a annoncé le démarrage de la production gazière d'ici mi-2017. Cette déclaration fait suite à l'achèvement des travaux sur le FPSO Atta Mills (unité flottante de production et de stockage). Le champ devrait produire 849 505 m³ de gaz par jour dans les cinq prochaines années, et atteindre une production maximale de 2,8 M m³ de gaz par jour en 2032. Cette production viendra s'ajouter à celle du champ de Jubilee, en activité depuis 7 ans, et permettra de réduire progressivement les importations de gaz nécessaires au fonctionnement des centrales thermiques.

✉ Caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : la société pétrolière chinoise Wing wah va investir 2 Mds USD pour l'exploitation du champ Banga Kayo**

Le Plan de développement et de décision finale d'investissement du champ pétrolier Banga Kayo, situé dans le département du Kouilou, a été signé le 20 mai à Brazzaville, entre le ministre des Hydrocarbures et la société pétrolière chinoise Wing wah. Un investissement de 2 Mds USD a été consenti par la société pour l'exploitation de ce champ on shore. Le permis d'exploration attribué en 2016 par l'État congolais - détenu à 85 % par Wing Wah et 15 % par la SNPC - a permis de découvrir des réserves d'hydrocarbures estimées à plus de 200 M de barils sur 25 ans. Sa capacité de production est estimée à 50 000 barils par jour.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : le système informatisé de vérification de la légalité du bois sera opérationnel en 2018**

Lors du 6^{ème} comité conjoint de mise en œuvre de l'Accord de partenariat volontaire entre l'Union européenne et le Congo sur les réglementations forestières, la gouvernance et les accords commerciaux (APV-FLEGT) qui s'est tenu le 22 mai à Brazzaville, les parties prenantes ont évoqué la mise en place d'un système informatisé de vérification de la légalité du bois. Ce logiciel baptisé SIVL, devrait permettre au Congo de vendre son bois en toute transparence sur le marché national et international. Il sera piloté par le ministère des Finances pour améliorer la gouvernance du secteur forestier ainsi que les recettes fiscales qu'il génère. Il devrait être fonctionnel début 2018.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : reprise de l'activité pétrolière au nord et vote de la PIB**

La NNPC a remis en service son dépôt de Kano et annoncé le 15 mai que l'exploration pétrolière allait reprendre dans le bassin nigérian du Lac Tchad, sous six semaines une fois l'aval reçu des autorités militaires. Un nouveau pipeline opéré par la NNPC a par ailleurs été attaqué le 20 mai dans le sud-est du pays, alors que des négociations sont engagées entre les rebelles du Delta du Niger et le gouvernement. L'OPEP a pour sa part reconduit les restrictions de production pour 9 mois supplémentaires lors de son sommet du 25 mai, exemptant à nouveau le Nigéria et la Lybie. Après plus de 10 ans d'examen, la loi sur l'Industrie pétrolière nigériane (PIGB) a été avalisée par le Sénat jeudi 25 mai.

✉ Julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : 1 600 MW de production électrique allouée aux parcs industriels.**

Le gouvernement éthiopien a décidé de réserver 1 600 MW de production électrique aux besoins des parcs industriels, soit 37 % de la capacité installée actuelle de l’Ethiopie qui atteint actuellement 4 288 MW. Ce volume ne serait toutefois pas suffisant quand les parcs industriels seront à pleine capacité (ainsi Dire Dawa IP et Hawassa IP nécessiteraient à eux seuls respectivement 300 MW et près de 500 MW). Parallèlement, l’énergéticien EEP est missionné pour installer les lignes de transmission à haute tension vers les parcs industriels. En mai 2017, EEP indiquait avoir réalisé 85 % des travaux pour les parcs de Mekele et Hawassa, 50 % des travaux pour 7 autres parcs (Kilinto, Bole Lemi, Bahar Dar, Jimma, Dire Dawa, Adama et DebreBerhan).

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : inauguration du barrage de Liouesso**

Le Chef de l’État a inauguré, le 29 mai, le barrage hydroélectrique de Liouesso, dans le département de la Sangha. Le coût des travaux de cette infrastructure de 19,2 MW est de 64 Mds FCFA (97,6 M EUR), sur fonds chinois. Ce projet est assorti de la construction de lignes électriques pour un coût de 18 Mds FCFA (27,4 M EUR), également sur prêt chinois. Pour l’heure, seules les localités de Ouesso, chef de district de la Sangha, et Mokéko sont alimentées, l’objectif à terme étant de desservir toute la Sangha et de connecter Liouesso au réseau d’Imboulou (120 MW), pour poursuivre la construction du « boulevard » énergétique du Congo. Liouesso abritera l’une des quatre Zones économiques spéciales du pays.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : octroi de nouveaux permis pour les industries extractives**

Lors du Conseil des ministres du 24 mai, l’octroi et le renouvellement de permis de recherche ont été accordés à 8 projets miniers, qui concernent majoritairement des gisements d’or, à l’exception du permis « Bondjodjouala » octroyé à la société KIMIN Congo SA pour une exploitation du diamant et de celui octroyé à la société MANENGA Mining Potash sur un gisement de postasse. Le coût prévisionnel des travaux de recherche pour ces permis est estimé à 8,8 Mds FCFA (13,5M EUR).

✉ Marguerite.carrez@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : la mine d’or d’Essakane se dote d’une centrale solaire de 15 MW**

La mine d’or d’Essakane qui appartient au Canadien IAMGOLD, va se doter d’une centrale solaire de 15 MW à proximité du site minier. Le lancement des travaux a été donné le 26 mai 2017 par le ministre de l’Energie, en présence des PCA d’IAMGOLD Corporation et d’IAMGOLD Essakane. Elle sera fonctionnelle dès le premier trimestre 2018. Une fois construite, la centrale solaire sera connectée à la centrale thermique de la mine d’une puissance de 55 MW. Le projet sera réalisé par Essakane Solar, *joint venture* entre le français EREN Renewable Energy et le sud-africain African Energy Management Platform (AEMP).

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Industries

▼ Kenya : maintien des importations de vêtements de seconde main

L'importation de vêtements et de chaussures d'occasion sera toujours autorisée, a récemment confirmé le ministre de l'Industrialisation kényan. Alors que ces vêtements sont accusés de concurrencer la production locale, des rumeurs circulaient quant à une possible interdiction à des fins protectionnistes. Une telle interdiction aurait été à l'encontre du principe de libre-échange défendu par l'AGOA (*African Growth and Opportunity Act*), accord commercial qui lie les Etats-Unis au Kenya notamment. Des représentants de plusieurs entreprises américaines du secteur ont même menacé de plaider en faveur d'une suspension du Kenya de l'AGOA si cette interdiction était confirmée. En 2016, le Kenya a importé 131 941 tonnes de vêtements de seconde main, dont la valeur était estimée à 12,9 Mds KES (soit 124 M USD).

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : le groupe camerounais Mira ltd investit 32 milliards de FCFA dans la construction d'une nouvelle cimenterie

Cette usine installée à Douala devrait produire 1 million de tonnes de ciment par an et renforcer la concurrence sur le marché local où sont déjà présents les groupes CIMENCAM (détenu par le franco-suisse Lafarge-Holcim), CIMAF (du groupe marocain Adoha), Dangote Cement (groupe nigérian) et Medcem (du turc Eren Holdings).

✉ Edouard.mien@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : ouverture du site d'orpaillage de Djado

Le ministre nigérian de l'Intérieur, Mohamed Bazoum, a annoncé lors d'une visite dans la commune de Bilma, au nord-est du Niger, la réouverture du site d'orpaillage de Djado. Découvert en avril 2014, ce site - qui constituait un important moyen de subsistance pour la population locale - avait été fermé pour une réorganisation de son exploitation. Avec sa réouverture, il s'agit notamment pour l'État de tarir une source possible de migration économique puisque Djado se situe à proximité d'axes migratoires conduisant en Algérie et en Libye.

✉ lebaronc@afd.fr

▼ Services

▼ Compagnie aérienne nigériane : vers une fusion Arik Air - Aero Contractors ?

Le gouvernement fédéral nigérian envisagerait de fusionner Arik Air et Aero Contractors pour créer une compagnie aérienne nationale. Les deux sociétés, en difficultés, ont été prises en charge par la structure de défaisance AMCON. Cette option permettrait notamment d'alléger la dette des deux compagnies aériennes mais des doutes subsistent sur les capacités de ces dernières à opérer efficacement et à financer leurs dettes. Pour rappel, le gouvernement a désigné six entreprises dont Lufthansa pour le conseiller sur la mise en place d'une compagnie nationale, d'une société de crédit-bail et sur la création de concessions pour diriger les aéroports du pays ; à cette fin, 4,99 M USD de financement ont été approuvés.

✉ Fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Opera Software investit 40 M USD au Nigéria pour le développement du numérique

Le développeur de logiciels norvégien Opera Software a mobilisé un fonds d'investissement de 100 M USD pour l'Afrique dont 40 M USD au Nigéria. Le financement sera consacré à la mise en place des nouveaux bureaux d'Opera et à la création de services numériques dans le pays. La plateforme locale permettra d'élargir la base d'utilisateurs des fournisseurs de contenus, des entreprises spécialisées dans le e-commerce, des opérateurs, en vue de booster l'écosystème numérique. Dans le même temps, le gouvernement de l'Etat de Lagos, en partenariat avec la société de télécommunications nigériane MainOne, a lancé dans la capitale économique un projet d'accès gratuit au Wi-Fi.

✉ Fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : un troisième portique de quai a été inauguré au port de Douala

Un nouveau portique plus grand et disposant d'une plus grande capacité de levage (45 tonnes contre 40) que les deux précédents a été inauguré le 18 mai à Douala par le ministre camerounais des Transports, Edgar Alain Mebe Ngo'o. Ce portique, à l'origine prévu pour 2008, a coûté 5,5 Mds de FCFA et devrait faciliter les échanges commerciaux portuaires.

✉ Edouard.mien@dgtresor.gouv.fr

▼ Projet sino-nigérian de construction d'une usine d'assemblage de smartphones

La société nigériane Retail Development and Investment Company a signé un accord avec l'entreprise chinoise Shenzhen Jizhao Information Technology pour construire une usine d'assemblage de smartphones et de tablettes au Nigéria, d'une capacité de production mensuelle de 150 000 smartphones. L'entreprise chinoise s'est aussi engagée à produire sur place des applications et logiciels. Pour rappel, le mois dernier l'entreprise nigériane AfriOne s'est également lancée dans la mise en place d'une unité d'assemblage de smartphones à Lagos. Les ventes de smartphones sur Jumia au Nigéria (première plateforme e-commerce du pays) auraient augmenté de 394 % entre 2014 et 2016, selon l'entreprise.

✉ Fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Sierra Leone : une nouvelle taxe pour les passagers aériens

Une taxe de 80 USD par passager, annoncée pour financer la sécurité de l'aéroport, devrait entrer en vigueur le 1^{er} juin 2017 en Sierra Leone. Si ce sont les compagnies aériennes qui devront s'acquitter de la taxe, le prix sera in fine répercuté sur les billets d'avions selon Phillip Berberi, directeur régional d'Air France-KLM, ce qui semble aller à l'encontre de la priorité affichée du gouvernement pour le développement du secteur touristique. Plusieurs membres de l'opposition demandent à revoir le montant de cette taxe qui, selon eux, a d'autres ambitions que de financer la sécurité aéroportuaire. De son côté, Air France-KLM dément pour l'instant vouloir abandonner la liaison avec Freetown.

✉ Fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : Cellcom devient Orange Libéria

Orange vient d'annoncer le lancement de sa marque au Libéria, suite à l'acquisition de Cellcom en avril 2016. Avec plus d'1,6 M de clients fin février 2017, Orange Libéria est le principal opérateur mobile dans le pays en nombre de clients, devant la filiale locale MTN. Créé en 2004 sous le nom de Cellcom Liberia, l'opérateur mobile a été en 2012 le premier à proposer dans le pays des services 3G, suivis par la 4G-LTE en 2016. Pour rappel, peuplé d'un peu plus de 4,3 M d'habitants, le Libéria a un taux de pénétration mobile de 66 %, très inférieur à celui de la plupart des pays voisins.

✉ Fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : investissement de Facebook pour améliorer la connectivité ougandaise

Facebook et ses partenaires, Airtel et Bandwidth & Cloud Services (Kenya), envisagent d'investir 170 MUSD en Ouganda afin de déployer 770 km de fibre optique dans le pays. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie globale de Facebook d'amélioration de la connectivité partout dans le monde, notamment dans les pays où, comme l'Ouganda, l'accès aux infrastructures sous-marines et internationales est limité. A ce jour, seuls 2,2 millions d'Ougandais sont inscrits sur le réseau social, sur une population de 35 millions d'habitants, mais ils représentent un tiers des connectés à internet. Ce ratio est en forte augmentation, soutenu par l'obligation faite aux administrations ougandaises de disposer d'une page Facebook pour interagir avec la population.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : prochain lancement d'une campagne majeure de promotion du tourisme tanzanien en Asie

Le ministre tanzanien des Ressources naturelles et du Tourisme, Jumanne Maghembe, a annoncé lors du *Karibu Fair* d'Arusha la préparation d'une campagne de promotion à destination de la Chine, de l'Inde et de l'Indonésie. L'objectif est de soutenir la stratégie nationale de doublement du nombre de touristes en 2020. En réponse aux inquiétudes des professionnels du secteur qui avaient été surpris par l'introduction de la TVA pour les services du tourisme en 2016 et demandaient un délai de 12 mois avant toute décision d'ordre fiscal, le Ministre a assuré qu'aucune taxe supplémentaire n'était à l'ordre du jour. La Tanzanie accueille environ 1 millions de touristes par an, représentant un afflux de devises de 2 M USD.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : le port de Lomé devance celui d'Abidjan pour les importations burkinabè

Selon le Conseil burkinabè des chargeurs (CBC), le port de Lomé serait devenu en 2016 le premier port en termes de volume de trafic à l'importation du Burkina Faso, devant le port d'Abidjan. Entre 2012 et 2016, les statistiques sont largement en faveur du corridor togolais qui enregistre plus d'un million de tonnes de marchandises contre 900 000 tonnes pour le port ivoirien. Pour rappel, plus de 80 % des importations du Burkina Faso sont maritimes et les principales marchandises transportées sont les produits minéraux (plus d'un million de tonnes par an), les produits du règne végétal, les produits chimiques, les matières textiles et les matières plastiques et le caoutchouc.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : le résultat net de CFAO Motors CI baisse de 13,2 % en 2016**

Le résultat net de CFAO Motors CI s'est établi à 6,23 M EUR en 2016 contre 7,05 M EUR en 2015, soit une baisse de 13,2 %. Son chiffre d'affaire s'est réduit de 15,25 M EUR entre 2015 et 2016 pour s'établir à 99,1 M EUR. Cette baisse s'explique par une contraction de 12 % du marché national de vente de voitures neuves et par la cession de son activité poids lourds et pneumatiques. Pour rappel, CFAO Motors CI est le leader du marché automobile ivoirien avec 41 % de part de marché.

✉ bedhat.atsebi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : Lacoste s'installe à Abidjan**

La marque française Lacoste ouvrira sa première boutique officielle en Côte d'Ivoire début juillet 2017 dans le centre commercial PlaYce Marcory detenu conjointement par Carrefour et CFAO. La marque au crocodile a depuis peu intégré le club de marque de CFAO Retail qui déploie les enseignes dans les centres commerciaux PlaYce. La Côte d'Ivoire devient le neuvième pays du continent africain d'implantation de Lacoste.

✉ christian.benoit@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : le groupe téléphonique Sonatel contribue à la dynamisation de l'économie en 2016**

Les exportations nettes de Sonatel au Sénégal se sont établies à 125 M EUR. En termes de développement de l'emploi et du secteur privé, les activités du groupe ont permis de générer plus de 3 000 emplois directs et 100 000 emplois indirects, ainsi que 219,5 M EUR de chiffres d'affaires pour les entreprises sénégalaises. Pour 2017, le groupe prévoit de renforcer ses actions dans la téléphonie mobile (9,1 % du chiffre d'affaires en 2016) et les services Orange Money (3 % du chiffre d'affaires en 2016). Il compte poursuivre sa politique de déploiement de la couverture 4G dans la sous-région à travers l'acquisition de licence 4G au Mali, en Guinée et en Sierra Léone.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Le groupe téléphonique Sonatel réalise un chiffre d'affaires de 1,4 Md EUR en 2016**

Le chiffre d'affaires du groupe Sonatel, opérateur téléphonique sénégalais, détenu par Orange à 42,3 %, a atteint 1,4 Md EUR en 2016, en hausse de 4,8 % par rapport à 2015. Cette hausse est portée par les filiales de Guinée Bissau (+16,6 %), du Mali (+13,2 %) et de la Guinée (+8,5 %), tandis que l'activité au Sénégal est en recul de -2,2 %. Le résultat net du groupe s'est réduit de 2,4 %, à 329,3 M EUR en 2016. Les investissements ont atteint 235 M EUR, dont 46 % au Sénégal. Ils ont porté sur le renouvellement des réseaux d'accès, la densification des réseaux 3G mobiles et l'extension des plateformes de service.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Ghana : inauguration du Ridge Hospital construit par Bouygues

La première tranche du Ridge Hospital d'Accra (420 lits) a été inaugurée en présence de l'Ambassadeur de France François Pujolas et de l'Ambassadeur des Etats-Unis Robert Jackson, ainsi que du ministre de la Santé. Il s'agit du premier hôpital « vert » d'Afrique certifié LEED, conçu et construit par le groupe français Bouygues en collaboration avec APHP (Assistance Publique des Hôpitaux de Paris) financé par Exim Bank US. Projet emblématique pour le Ghana, l'hôpital devrait devenir un étendard de la médecine en Afrique de l'Ouest.

✉ Caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : UBA envisage l'émission d'un Eurobond de 500 M USD

United Bank for Africa Plc (UBA) a annoncé mardi 23 mai son intention d'émettre un Eurobond de 350 à 500 M USD sur la place irlandaise (Irish Stock Exchange). La Banque centrale nigériane n'a pas émis d'objection à cette transaction, tandis que l'agence de notation Standards & Poors vient de délivrer un B aux notations de crédit à court terme et à long terme de l'organisme, avec une perspective stable. Il s'agit de la plus haute note attribuée à un établissement bancaire basé au Nigéria.

✉ Julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : forte progression des activités du groupe sucrier ALTEO Ltd en Tanzanie et au Kenya

Pour les neuf premiers mois de l'année budgétaire 2016/17, le groupe sucrier mauricien *ALTEO Ltd* a enregistré une hausse de 35 % de son chiffre d'affaires qui a dépassé 200 MEUR, grâce en particulier à la progression des volumes de production en Tanzanie (110 000 T/an) et au Kenya (90 000 T/an). Dans ces deux pays, *ALTEO* opère en partenariat avec le français TERREOS. Cette augmentation de production s'inscrit dans un contexte de prix favorables de cette denrée sur le marché mondial. Le groupe mauricien, dont la production totale de sucre avoisine les 335 000 tonnes en incluant la production mauricienne, prévoit d'étendre ses activités en Afrique de l'Est.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : la stratégie d'Air Austral pour Air Madagascar dévoilée

En négociations exclusives en vue de devenir le partenaire d'Air Madagascar, la compagnie Air Austral a présenté le 11 mai son plan stratégique. Celui-ci prévoit une 1^e phase de redressement de 3 ans (2017-2020) pour rétablir les fondamentaux et renouer avec les bénéfiques. La 2nde phase (2020-2027) vise à terme un chiffre d'affaires annuel de 420 M USD, avec un taux de rentabilité de 4,6 %. Les actions prioritaires porteront sur le renforcement du réseau intérieur, la redynamisation du réseau régional et le développement du réseau long-courrier. Air Austral prévoit d'apporter des liquidités à hauteur de 40 M USD. De son côté, le gouvernement malgache doit trouver le financement pour apurer la dette, estimée à 88 M USD, d'Air Madagascar.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : profits en hausse pour le groupe *IBL Ltd*, principal conglomérat mauricien**

Pour les 9 premiers mois de l'année financière en cours (juillet 2016 – mars 2017), *IBL Ltd*, premier groupe d'affaires mauricien, a enregistré une hausse de près de 10 % de son chiffre d'affaires qui s'est élevé à plus de 650 M EUR, grâce à la bonne performance de plusieurs secteurs d'activité (« Construction & Ingénierie » en particulier). Le bénéfice net a atteint 51 MEUR, en hausse par rapport aux 40 M EUR pour les 9 premiers mois du précédent exercice financier. Principal conglomérat mauricien implanté dans plusieurs pays d'Afrique (Madagascar, Ouganda, Afrique du Sud, Tanzanie, Kenya, Côte d'Ivoire, Gabon, ...), *IBL Ltd* emploie quelque 23 000 salariés dans le monde.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : Orange déploie 580 kms de fibre optique**

Lors de sa visite à Ouagadougou, le PDG de Orange, Stéphane Richard, a lancé les travaux de déploiement de 580 kms de fibre optique reliant le Burkina Faso à la Côte d'Ivoire et au Mali. Ces travaux estimés à 15,24 M EUR préparent le passage au réseau 4G. Orange a également inauguré son réseau urbain de fibre optique à Ouagadougou, long de 139 kms, et le tronçon de fibre optique Ouagadougou-Dakola, long de 197 kms. Ces nouvelles infrastructures permettront d'offrir aux entreprises et particuliers, un accès à l'Internet très haut débit. Le PDG du groupe a également procédé au lancement officiel de la Fondation Orange au Burkina Faso et a effectué un don de matériels d'une valeur de 175 300 EUR à l'unité d'hémodialyse du CHU Yalgado Ouédraogo.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Madagascar : rencontre avec les bailleurs de fonds en marge de la FIM 2017

La 12^e édition de la Foire Internationale de Madagascar (FIM) s'est tenue à Antananarivo du 18 au 21 mai 2017 avec un focus sur la France, partenaire commercial historique de Madagascar. En marge de cet événement, Business France et son représentant exclusif à Madagascar, la CCIFM, ont organisé une rencontre entre les bailleurs de fonds internationaux et 13 entreprises françaises de métropole et de l'océan indien, suivie de rendez-vous d'affaires individuels ciblés avec une centaine d'acteurs locaux. Les principaux partenaires techniques et financiers invités ont pu exposer leurs domaines et modalités d'intervention avant d'échanger avec les participants.

✉ liliane@ccifm.mg

▼ Seychelles : le prochain forum économique des îles de l'océan indien organisé aux Seychelles

Les Seychelles vont accueillir la 11^{ème} édition du Forum économique des îles de l'océan Indien du 6 au 9 novembre 2017. Organisée par l'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie de l'Océan Indien (UCCIOI), cette manifestation, au cours de laquelle plusieurs questions liées au développement des îles du sud-ouest de l'océan indien seront débattues, sera centrée sur le thème « Coopération Océan indien – Afrique continentale ». Pour l'organisation du forum, l'UCCIOI, qui regroupe les chambres de commerce et d'industrie de la sous-région, bénéficie de l'appui de la Commission de l'Océan Indien (COI) et de l'Union Européenne.

✉ jerome.chastenet@dgtrésor.gouv.fr

▼ Comores : visite d'une délégation de la région de la Réunion

Une mission de la région de la Réunion, conduite par Faouzia Aboubacar Ben-Vitry, conseillère régionale déléguée à la coopération régionale, a effectué une visite aux Comores du 8 au 13 mai. Cette délégation composée de représentants d'institutions et de chefs d'entreprises s'inscrit dans le cadre de la coopération entre les Comores et la Réunion. Les discussions entre les deux parties ont porté sur les thématiques de l'agriculture, l'environnement, l'aménagement du territoire, le tourisme, l'énergie et la gestion des déchets. Cette mission avait pour objectif de développer des liens commerciaux et d'aboutir à un partage d'expériences entre la Réunion et les Comores.

✉ dalseccol@afd.fr

▼ Ouganda-Rwanda : délégation d'entreprises du MEDEF du mercredi 14 au vendredi 16 juin 2017

MEDEF International organise du mercredi 14 au vendredi 16 juin 2017 une délégation d'entreprises à Kampala et Kigali conduite par M. Momar Nguer, président de la branche Marketing & Services et membre du Comité exécutif du groupe Total. Cette délégation multisectorielle, composée d'une trentaine de représentants d'entreprises, rencontrera les autorités publiques et privées de ces deux pays afin de pousser l'offre française et développer nos relations d'affaires. Pour plus d'informations ou vous inscrire : Inscriptions Délégation MEDEF Ouganda - Rwanda

✉ fmorelbarbier@medef.fr

▼ **Ethiopie : réunion au MEDEF avec l'ambassadeur de France à Addis-Abeba le jeudi 22 juin 2017**

MEDEF International organise une réunion autour de M. Frédéric Bontems, ambassadeur de France en Ethiopie, le jeudi 22 juin 2017 au siège du MEDEF. Cette réunion permettra de faire le point sur la situation politique et économique du pays et d'échanger avec les entreprises françaises opérant sur place. Cette action s'inscrit dans le cadre de la préparation de l'importante délégation d'entreprises que M. Pierre Gattaz, Président du MEDEF, conduira en Ethiopie et au Kenya, du lundi 20 au vendredi 24 novembre prochain. Pour plus d'informations ou vous inscrire : Inscriptions Réunion Ethiopie MEDEF

✉ fmorelbarbier@medef.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.
La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Rédacteurs en Chef adjoints

Caroline Richard (DG Trésor) et Anne Cussac (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

